

Bulletin bibliographique 108 Décembre 2018

Retraite Financement

Comité de suivi des retraites : cinquième avis / Comité de suivi des retraites.

Paris : Premier ministre, 2018, 61 p.

Dans son avis annuel remis au Premier ministre, l'instance indépendante, créée en 2014 pour prévenir le gouvernement en cas de dérive financière du système de retraite, souligne notamment que la réforme, « en unifiant les modes de calcul des droits, doit permettre d'assurer une plus grande lisibilité du système et d'en faciliter le pilotage pour assurer son équilibre financier ». Si les objectifs de niveau de vie et d'équité entre générations sont actuellement atteints, le comité souligne toutefois que, « malgré les effets des réformes successives, des écarts significatifs subsistent entre régimes et au sein de certains régimes » et note que « la situation financière des régimes n'a pas évolué depuis l'année précédente ».

http://www.csr-retraites.fr/textes/5e_avis_du_comite_de_suivi_des_retraites_13072018.pdf

Engagements, réserves et dettes du système de retraite : réunion du Conseil du 11/07/2018, documents de travail.

Paris : COR, 2018, non paginé.

Le dossier traite des engagements, réserves et dettes du système de retraite qui sont à considérer dans l'appréciation de la situation financière du système. Il décrit les méthodes d'évaluation des engagements du système de retraite en montrant leur sensibilité aux hypothèses démographiques. Il s'intéresse aux « réserves » des régimes de retraite obligatoires ainsi qu'au Fonds de réserve pour les retraites (FRR). Enfin, le dossier revient sur les principaux acteurs de la gestion de la dette des régimes de retraite français. Deux points particuliers sont à signaler :

- un document sur la gestion des réserves des régimes de retraite complémentaire ;
- un document sur le provisionnement et la politique de placement de l'Agirc-Arrco.

<http://www.cor-retraites.fr/article527.html>

Retraite Projections

Peut-on anticiper qui va partir à l'âge légal ? Le cas de la génération 1952 / BOUGARD Jonathan.

In : Cnav - Cadr'@ge, 38, octobre 2018, 8 p.

Dans cette étude, la Cnav s'intéresse aux assurés nés en 1952, qui ont atteint l'âge légal (de 60 ans et 9 mois) en 2012 ou 2013. Au total, 302 000 assurés de la génération 1952 sont partis à l'âge légal (exact ou dans les 3 mois), soit la moitié de ceux partis avant 65 ans. Parmi eux, on peut distinguer trois types d'assurés : ceux partant au titre de l'invalidité (qui représentent 17% des partants à l'âge légal), ceux partant au titre de l'inaptitude (15%) et les autres assurés, partant en retraite normale (68%). Il n'est pas toujours facile d'anticiper les départs à l'âge légal car les comportements de départ restent des décisions individuelles reposant sur des situations professionnelle, familiale et économique.

<https://www.statistiques-recherches.cnav.fr/images/publications/cadrage/Cadrage-38.pdf>

L'Agirc-Arrco engage un vaste plan de transformation.

In : *Agirc-Arrco - Les cahiers de la retraite complémentaire*, 32, 2^{ème} trimestre 2018, 7 p.

Dans un contexte riche en réformes et en défis, l'Agirc-Arrco se mobilise autour de 13 grands chantiers pour affiner sa vision stratégique, renforcer sa cohésion, son efficacité et son agilité et, ainsi, s'affirmer en acteur de référence du monde des retraites. Déployé sur deux ans, entre la fin 2017 et la fin 2019, ce programme structurant doit déboucher sur la construction d'un nouveau modèle communautaire de services. Il implique l'ensemble de la communauté Agirc-Arrco (groupes de protection sociale, fédérations, partenaires sociaux) au sein d'une démarche et d'une gouvernance collaboratives. Cette co-construction est garante de la cohérence globale des chantiers.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/lagirc-arrco-engage-un-vaste-plan-de-transformation-323/>

La Fusion Agirc-Arrco : laboratoire de la réforme ? : première partie /BARTHELEMY Jacques/CHAPERON Pierre.

In : *Droit social*, 9, septembre 2018, 6 p.

La retraite complémentaire des salariés du secteur privé organisée autour des régimes Agirc et Arrco connaîtra une évolution forte avec leur fusion au 01/01/2019. Dans cette étude, Jacques Barthélémy et Pierre Chaperon exposent les raisons fondamentales de la création du régime unique et les leviers utilisés pour le mettre en œuvre. La réforme du droit de la retraite complémentaire obligatoire peut être considérée comme une première pierre vers le régime universel.

La Fusion Agirc-Arrco : laboratoire de la réforme ? : deuxième partie /BARTHELEMY Jacques/CHAPERON Pierre.

In : *Droit social*, 10, octobre 2018, 8 p.

Dans cette deuxième partie, Jacques Barthélémy et Pierre Chaperon présentent le nouveau profil du régime unique et ses caractéristiques générales, en abordant notamment la disparition de l'Agirc. En conclusion, les auteurs nous livrent leurs réflexions sur la retraite complémentaire à l'épreuve du régime universel de retraite.

Peut-on réformer les retraites ? /ALBOUY François-Xavier/BOZIO Antoine/WECKNER Didier,...

In : *Risques*, 114, juin 2018, 53 p.

Ce numéro de la revue *Risques* aborde le débat sur la réforme de l'ensemble du système de retraite français en présentant les analyses de personnalités du monde de la protection sociale. À l'heure où progresse l'inter-régimes, une nouvelle page s'ouvre désormais pour le futur ensemble Agirc-Arrco, acteur de la réforme systémique qui se profile.

Réforme des retraites - « Il n'y a rien de plus compliqué que de simplifier » /DAMON Julien/VOKLEBER Cécile.

In : *Agirc-Arrco - Les cahiers de la retraite complémentaire*, 32, 2^{ème} trimestre 2018, 2 p.

Professeur associé à Sciences Po, conseiller scientifique de l'EN3S et co-auteur de *La Sécurité sociale* (collection *Que sais-je ?*), Julien Damon livre, dans cet entretien, sa vision de la réforme des retraites et du rôle éminent des partenaires sociaux.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/il-ny-a-rien-de-plus-complique-que-de-simplifier-328/>

Régime Agirc-Arrco - Un nouveau système de cotisations de retraite complémentaire au 01/01/2019 /BRUNET Eric.

In : *Agirc-Arrco - Les cahiers de la retraite complémentaire*, 32, 2^{ème} trimestre 2018, 2 p.

Le régime Agirc-Arrco de retraite complémentaire, institué par l'accord national interprofessionnel du 17/11/2017, est issu de la fusion des régimes Agirc et Arrco. Plus simple et plus lisible, il s'inscrit dans la continuité des régimes précédents dont il reprend les droits et obligations. À compter du 01/01/2019, tous les salariés du secteur privé, qu'ils soient non cadres ou cadres, relèveront du

régime Agirc-Arrco. Ce régime prévoit une nouvelle assiette des cotisations et un système de cotisations commun à tous les salariés.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/un-nouveau-systeme-de-cotisations-de-retraite-complementaire-au-1er-janvier-2019-325/>

Convention d'objectifs et de gestion de la Cnav 2018-2022.

Paris : Cnav, 2018, 104 p.

La COG 2018-2022 s'oriente autour de trois axes : un service public accessible, bienveillant et performant. L'engagement sur les délais et la qualité de service ; la proposition d'une nouvelle offre de service et la simplification de la retraite sont au cœur des ambitions de cette nouvelle convention. Les leviers de la transformation reposent sur la mobilisation des salariés, la coopération entre les régimes de retraites et les branches de la sécurité sociale, la stratégie numérique de simplification, et sur une démarche d'innovation participative pour renforcer son efficacité.

https://www.lassuranceretraite.fr/portail-info/files/live/sites/pub-bootstrap/files/pdf/rapports-documents-reference/COG_2018-2022_web_SANSANNEXES_2018.06.pdf

<https://www.lassuranceretraite.fr/portail-info/files/live/sites/pub-bootstrap/files/images/actualites/qsn/201801-cnav-V2-08.jpg>

Pilotage du système de retraite : réunion du Conseil du 18/10/2018, documents de travail.

Paris : COR, 2018, non paginé.

Ce dossier revient sur le pilotage d'un système de retraite en répartition qui consiste pour les gestionnaires à choisir et ajuster les leviers dont ils disposent en vue d'atteindre les objectifs assignés au système et de faire face à des aléas économiques et/ou démographiques. La première partie traite des enjeux du pilotage d'un système de retraite. Dans la deuxième partie, les modalités de pilotage d'un système à rendement défini (où les pensions sont l'équivalent actuariel des cotisations) sont plus particulièrement présentées. Enfin, la troisième partie décrit le pilotage du système de retraite en Suède et en Allemagne.

<http://www.cor-retraites.fr/article530.html>

Transitions emploi-retraite et niveau de vie : réunion du 21/11/2018, documents de travail.

Paris : COR, 2018, non paginé.

Les réformes des retraites successives ont incité les seniors à rester dans l'emploi. Quel est le bilan de ces incitations ? Davantage d'emploi, de chômage ? Quel type d'emploi, pour quel niveau de vie ? Quels sont les seniors qui recourent au cumul emploi-retraite, à la retraite progressive, à la surcote ? Dans le cadre du passage à un système de retraite universel en points, se pose la question de l'adaptation de ces trois dispositifs de transition de l'emploi. Tels sont les sujets qui ont été examinés lors de la réunion du Conseil du 21/11/2018.

<http://www.cor-retraites.fr/article532.html>

Union retraite - Rapport d'activité 2017.

Paris : GIP Union retraite, 2018, 32 p.

L'année 2017 a été marquée par les nominations de Didier Weckner, président de l'Union Retraite et de Stéphane Bonnet, directeur de l'Union Retraite, qui présentent en première partie leur vision de l'inter-régime. Le rapport d'activité 2017 a pour objectif de rendre compte des réalisations de l'année en matière de projets inter-régimes, avec notamment le simulateur M@rel, la gestion des préférences de contact, l'affichage chronologique de la carrière.

<https://www.info-retraite.fr/portail-info/files/live/sites/PortailInformationnel/files/images/PDF/Rapport/Rapport%20Activit%c3%a9%202017%20-%20Union%20Retraite.pdf>

Retraite

Indicateurs de retraite

Profiter de la retraite le plus longtemps possible, la principale motivation de départ /GROSBOIS Guillaume/HENRY Marylène.

In : CDC - Questions Retraite & Solidarité - Les études, 23, juillet 2018, 12 p.

Ce numéro est consacré à l'enquête sur les motivations de départ à la retraite qui a été réalisée en 2017 auprès de fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers venant de prendre leur retraite. Il présente les résultats de cette enquête s'agissant notamment des motifs ayant contribué au départ à la retraite, des conditions de ces départs, du niveau d'information sur le calcul de la retraite ainsi que des profils qui se dégagent en matière de comportement de départ.

<https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/sites/default/files/QRS23.pdf>

La Réversion en France, un socle commun avec des variantes - Illustration au travers de trois régimes de retraite : CNRACL, Ircantec, Retraite des Mines.

In : CDC - Questions Retraite & Solidarité - Les études, 24, octobre 2018, 12 p.

Ce numéro rappelle la logique des pensions de réversion, la variété des conditions d'attribution et le flou qui s'en dégage quant aux réels objectifs assignés à ce type de droit. Un éclairage est également fait au travers de trois régimes (CNRACL, Ircantec, Régime minier) afin de mettre en évidence les enjeux financiers différents de la réversion. Leurs différences sont analysées au regard de l'histoire et des caractéristiques démographiques des régimes.

<https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/sites/default/files/QRS24.pdf>

Cnav - Rapport national d'activité et chiffres clés 2017.

Paris : Cnav, 2018, 56 p.

Après un retour sur les actualités et sur le bilan de la COG, ce rapport dresse le bilan de la Cnav pour 2017. Il présente les chiffres clés de l'Assurance retraite, la démarche, les missions et les services. Ce rapport expose également l'engagement de la Cnav dans une démarche d'action sociale, et détaille les services aux assurés et entreprises, la gestion, la gouvernance et les résultats financiers de la branche retraite.

https://www.lassuranceretraite.fr/portail-info/files/live/sites/pub-bootstrap/files/pdf/rapports-documents-reference/Ran-2017-CNAV_BD2.pdf

Rapport d'activité Agirc-Arrco 2017 - Au plus près de tous.

Paris : Agirc-Arrco, 2018, 31 p.

Au sommaire de ce rapport d'activité commun Agirc-Arrco pour 2017 :

- le mot des présidents,
- les chiffres clés,
- "UN", pour des clients toujours + satisfaits,
- "UN", pour un régime + simple et + efficient,
- "UN", pour + de performance,
- pilotage et gouvernance au 31/12/2017,
- résultats Agirc-Arrco.

La situation des groupes de protection sociale, les instances du GIE Agirc-Arrco au 31/12/2017, la liste des circulaires 2017, les rapports de gestion de l'Agirc et de l'Arrco et les chiffres clés complètent en annexe ce rapport.

https://www.agirc-arrco.fr/fileadmin/agircarrco/documents/rapport/files/15334_AGIRC-ARRCO_RA_2307_pm_2.pdf

Retraite

En Europe et dans le monde

Transformer un système de retraite, mode d'emploi / VOKLEBER Cécile.

In : Agirc-Arrco - Les cahiers de la retraite complémentaire, 32, 2^{ème} trimestre 2018, 2 p.

Plusieurs pays européens ont transformé leur système de retraite vers un dispositif en points ou en comptes notionnels. Rendre simples et lisibles sous une même unité les comptes retraite de dizaines de millions de citoyens passe par des décisions techniques complexes aux effets plus ou moins rapides sur les retraites futures.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/transformer-un-systeme-de-retraite-mode-demploi-329/>

Protection sociale Financement

Les Comptes de la Sécurité sociale - Résultats 2017, prévisions 2018 et 2019 : rapport septembre 2018.

Paris : [Commission des comptes de la Sécurité sociale, 2018, 306 p.](#)

En 2018, le solde du régime général s'élèverait à 1,8Md€, en amélioration de 4 Md€ par rapport à 2017. Cette amélioration résulterait d'une progression des recettes nettement plus rapide (+3,4%) que celles des dépenses (+2,4%). L'excédent 2018 du régime général serait supérieur de 0,6 Md€ à la prévision de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS). Trois branches du régime général dégageraient un solde positif : comme en 2017, les branches AT-MP et vieillesse seraient en excédent de, respectivement, 0,8 Md€ et 1,1 Md€ ; pour la première fois depuis 2007, la branche famille aurait un solde positif de 0,7 Md€, contre un déficit de 0,2 Md€ en 2017. Le déficit du Fonds de solidarité vieillesse s'établirait à 2,1 Md€, en amélioration de 0,7 Md€ par rapport à 2017. Il serait inférieur de 1,4 Md€ à la prévision de la LFSS pour 2018 et de 0,7 Md€ à celle de la CCSS de juin dernier. Le déficit global de la branche vieillesse, y compris le FSV, s'établirait ainsi à 1,1 Md€, soit au même niveau qu'en 2017.

<http://www.securite-sociale.fr/Les-comptes-de-la-Securite-sociale-Resultats-2017-previsions-2018-et-2019-septembre-2018>

Minima sociaux et prestations sociales - Édition 2018 : ménages aux revenus modestes et redistribution /CABANNES Pierre-Yves/RICHET-MASTAIN Lucile.

Paris : [Ministère de l'Emploi et de la solidarité - Drees \(Panoramas\), 2018, 247 p.](#)

Cet ouvrage de référence offre un panorama complet des différents dispositifs permettant d'assurer la redistribution en faveur des ménages les plus modestes. L'édition 2018 propose des études sur les conditions de vie et de logement, l'emploi, l'accompagnement et l'insertion, les revenus, la santé et les trajectoires des bénéficiaires de minima sociaux. L'ouvrage présente, en outre, les barèmes en vigueur à ce jour et des données statistiques recueillies jusqu'en 2016. Les effets des prestations sociales sur la réduction de la pauvreté dans l'ensemble de la population et par catégorie sont analysés. En présentant les principaux résultats des comptes de la protection sociale en France en 2014, dernière année disponible, cet ouvrage analyse également les évolutions récentes des dépenses sociales en Europe.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/minima2018.pdf>

La Protection sociale en France et en Europe en 2016 : résultats des comptes de la protection sociale - Édition 2018 /BEFFY Magali/FERRETTI Carine/GONZALEZ Lucie,...

Paris : [Ministère de l'Emploi et de la solidarité - Drees \(Panoramas\), 2018, 188 p.](#)

En 2016, les prestations sociales s'élèvent à 714,5 Md€, soit 32,1% du PIB. Elles augmentent de 1,8%, soit quasiment au même rythme de croissance qu'en 2015. Néanmoins, le déficit de la protection sociale continue de se réduire en 2016 et s'établit à 0,4 Md€. En présentant les principaux résultats des comptes de la protection sociale en France en 2016, cet ouvrage analyse les évolutions récentes des dépenses sociales en Europe. Outre des fiches enrichies sur les prestations, il étudie également les dépenses médico-sociales en faveur des personnes handicapées et propose une actualisation du compte de la dépendance. Il comporte également une étude de l'opinion des Français sur le système de protection sociale, réalisée à partir du baromètre d'opinion de la Drees.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/cps-2.pdf>

Protection sociale Protection sociale complémentaire

Les Paritaires résistent : classement top 20 des institutions de prévoyance et des groupes de protection sociale /PERRIN Gwendal.

In : [L'Argus de l'assurance, 7583, 30/11/2018, 7 p.](#)

Les institutions de prévoyance ont réussi à stabiliser leurs parts de marché en santé et prévoyance au cours de l'année 2017, au moins en ce qui concerne leur seul chiffre d'affaires. Les rapprochements en cours entre « paritaires » mais également avec des « non paritaires » va encore accentuer la concentration du marché (AG2R La Mondiale, Malakoff Médéric Humanis). De son côté, Apicil a fait le choix de croître sur le marché de l'assurance vie. Selon Accenture France, les « paritaires

s'effondreront si elles ne proposent pas à l'avenir des offres globales de protection de l'individu et du salarié ». L'article est suivi du classement 2018 des institutions et des groupes.

CTIP - Rapport annuel 2017 : une expertise au service du collectif.

Paris : CTIP, 2018, 23 p.

Les activités 2017 du CTIP ont été marquées par un rebond de l'activité en prévoyance. La croissance sur la santé se poursuit, tandis que l'activité retraite supplémentaire est en recul. Le chiffre d'affaire élargi aux GPS affiche une progression de +1,9%.

<https://ctip.asso.fr/wp-content/uploads/2018/07/CTIP-RA-2017.pdf>

L'Innovation au service du collectif : les acteurs de l'intérêt collectif témoignent et s'engagent.

Paris : CTIP, 2018, 15 p.

Cet ouvrage collectif témoigne de l'engagement des institutions de prévoyance et des groupes de protection sociale dans l'innovation au service de l'intérêt général. Composé de témoignages de démarches innovantes, cet ouvrage s'articule autour de trois valeurs chères aux acteurs de la protection sociale : l'efficacité, la solidarité et le collectif.

https://ctip.asso.fr/innovations/wp-content/uploads/sites/3/2018/11/20181105_CTIP_Plaidoyer.pdf

La Mutualité /BEAUDET Thierry/PIERRON Luc.

Paris : PUF (Que sais-je ?, 4133), 2018, 127 p.

Retour sur l'histoire et les perspectives de la mutualité en trois périodes déterminantes : la création de la Sécurité sociale, l'entrée sous réglementation européenne et la généralisation de la complémentaire santé en entreprise. Ces trois étapes sont structurantes pour comprendre la mutualité telle qu'elle est, c'est-à-dire autant une manière d'entreprendre et d'être ensemble qu'un mouvement social pleinement inscrit dans l'histoire de France.

Marché du travail Emploi des seniors

L'Emploi des seniors en hausse entre 2007 et 2017 : plus de temps partiel et d'emplois à durée limitée /BECK Simon/VIDALENC Joëlle.

In : Insee Focus, 119, 12/07/2018, non paginé.

Le taux d'emploi des 50-64 ans en France métropolitaine a augmenté de 8,2 points entre 2007 et 2017. Cette progression est surtout le fait des personnes de 55 ans ou plus, même si la faiblesse du taux d'emploi des 60-64 ans demeure (29,2% en 2017).

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3582878>

Les Mouvements de main-d'œuvre des seniors entre 2001 et 2014 : des sorties moins nombreuses et plus tardives, des embauches encore plus rares /MARIONI Pierre.

In : Dares - Documents d'études, 223, juillet 2018, 17 p.

Encouragés par les pouvoirs publics et les partenaires sociaux, les seniors restent plus longtemps dans l'emploi. Toutefois, les données statistiques montrent des disparités. Cependant, l'augmentation du taux d'emploi des seniors est davantage liée au recul de l'âge de la retraite qu'à l'embauche de ces derniers.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/document-d-etudes/article/les-mouvements-de-main-d-oeuvre-des-seniors-entre-2001-et-2014>

Les Seniors, l'emploi et la retraite /PROUET Emmanuelle/ROUSSELON Julien.

In : France stratégie, 2018, 164 p.

En France 30% des 60-64 ans travaillent en 2017, contre 42% pour l'ensemble de l'Union européenne. Dans la perspective de la réforme du système des retraites, cette étude présente la situation des seniors sur le marché du travail et détaille les freins et les leviers associés à la poursuite de l'activité des seniors.

<http://www.strategie.gouv.fr/publications/seniors-lemploi-retraite>

Vieillir en entreprise : logiques organisationnelles et genre /BURNAY Nathalie/VENDRAMIN Patricia.

In : Cnav - Retraite et société, 77, septembre 2018, 77 p.

Le vieillissement de la population et la prolongation des carrières des seniors interrogent sur la modification des pratiques organisationnelles des entreprises et sur la catégorisation dans la gestion des ressources humaines. Ce numéro propose une analyse des logiques d'action mises en place par les entreprises pour gérer les âges, en s'attachant notamment à la dimension du genre.

Marché du travail **Evolution de la population active**

Les Effectifs salariés du secteur privé poursuivent leur progression en 2017.

In : Acoess - Stat, 277, octobre 2018, 8 p.

Les effectifs salariés du secteur privé en 2017 s'établissent à 18,1 millions en moyenne en France (Métropole et DOM). La masse salariale de 559 Md€ augmente de 3,6% sur un an, soit un rythme supérieur à celui observé en 2016 (+2,4%). Les effectifs salariés augmentent de 1,7% en 2017 en moyenne annuelle, après une progression de 1% en 2016. Le salaire moyen par tête (SMPT) augmente de 1,8% en 2017, tandis que les prix à la consommation progressent de 1%. Cette étude présente un éclairage sur l'évolution de la masse salariale dans le secteur public ainsi que sur les assiettes des cotisations et contributions sociales, notamment le forfait social.

https://www.acoess.fr/files/Publications/Acoess_Stat/Acoess_Stat_277.pdf

Emploi, chômage, population active en 2017 : nouvelle accélération de l'emploi salarié privé et amplification de la baisse du chômage /DE WAROQUIER DE PUEL PARLAN Sophie/DIXTE Christophe/GUILLANEUF Jorick,...

In : Dares - Analyses, 31, juillet 2018, 16 p.

La population active a continué de s'accroître en 2017. Elle a augmenté de 341 000 personnes en France, soit sensiblement plus qu'au cours des quatre années précédentes, essentiellement parmi les salariés du privé.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2018-031.pdf>

Panorama des mobilités professionnelles des cadres : édition 2018.

In : Apec - Les études de l'emploi cadre, 2018-29, juin 2018, 24 p.

La part des cadres ayant changé d'entreprise est en progression en 2017. Ainsi, 8,4% des cadres sont concernés par une mobilité externe et 22,2% par une mobilité en interne. Par ailleurs, deux tiers des cadres envisagent une mobilité dans les trois prochaines années, en interne, en externe ou dans le cadre d'un projet de création d'entreprise : un dynamisme en lien avec la consolidation d'un climat conjoncturel favorable.

https://cadres.apec.fr/files/live/mounts/media/medias_delia/documents_a_telecharger/etudes_apec/Panorama%20des%20mobilités%20professionnelles%20des%20cadres%20édition%202018.pdf

Perspectives de l'emploi cadre 2018.

In : Apec - Les études de l'emploi cadre, 2018-3, février 2018, 15 p.

En 2018, les entreprises envisagent de recruter entre 248 000 et 271 000 cadres en France métropolitaine, ce qui correspond à une progression de +3% à +13%. L'accélération des recrutements profiterait à l'ensemble des secteurs et serait particulièrement marquée dans les fonctions informatique, études-R&D et commercial-marketing. Les profils expérimentés (entre 1 et 10 ans d'expérience), et particulièrement ceux de la fonction études-R&D et les cadres commerciaux seraient les plus recherchés. Cette progression générale serait particulièrement sensible dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, en Pays de la Loire, en Auvergne-Rhône-Alpes et en Bretagne.

https://cadres.apec.fr/files/live/mounts/media/medias_delia/documents_a_telecharger/etudes_apec/Perspectives%20de%20l%27emploi%20cadre%202018%20-%20synth%C3%A8se.pdf

Marché du travail Migrations et population active

L'Insertion des immigrés, de l'arrivée en France au premier emploi /LE Jérôme/OKBA Mahrez.

In : Insee Première, 1717, novembre 2018, 4 p.

La moitié de la population des immigrés d'âges actifs (15-64 ans) est arrivée en France avant 1998. Parmi ceux qui sont arrivés à l'âge de 15 ans ou plus, près de la moitié déclarent avoir émigré pour des raisons familiales. L'immigration se féminise au fil des années et les femmes sont désormais aussi nombreuses que les hommes à venir étudier en France. La population immigrée est de plus en plus diplômée, pour des raisons qui tiennent à la fois aux niveaux d'études plus élevés atteints par les parents et à la poursuite des études en France de personnes arrivées enfants ou comme étudiants. Quatre immigrés sur dix ne parlaient pas ou peu le français lors de leur premier emploi en France. Un tiers de ceux qui sont en emploi considèrent qu'ils sont surqualifiés. À caractéristiques égales, le sentiment de surqualification dans le premier emploi occupé en France est plus fort parmi les immigrés qui ne parlaient pas le français. Parmi les immigrés arrivés en France à l'âge de 15 ans ou plus, un tiers de ceux devenus français ont acquis la nationalité dans les cinq ans qui ont suivi leur arrivée.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3640742>

Marché du travail Carrières et salaires

La Revalorisation du smic au 01/01/2018 : les salariés des TPE trois fois plus concernés.

In : Dares - Résultats, 52, novembre 2018, 9 p.

Au 01/01/2018, le smic a été revalorisé de 1,2%. Deux millions de salariés des entreprises du secteur concurrentiel ont été concernés, soit 11,5% des salariés. La proportion des bénéficiaires reste stable dans les branches ou secteurs d'activité relevant de l'industrie. Elle progresse dans quelques branches ou secteurs relevant des services ou de la construction. La part des bénéficiaires de la revalorisation du smic reste beaucoup plus élevée pour les salariés à temps partiel et dans les entreprises de petite taille. 58,3% des salariés concernés sont des femmes, et même près de 65% dans les entreprises de 250 salariés ou plus. À la veille de cette revalorisation, 54% des branches présentaient un premier niveau de grille inférieur au smic en vigueur au 01/01/2018.

Au 01/01/2018, 54% des branches se sont retrouvées non conformes au smic.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2017-077.pdf>

Les Salaires augmentent-ils vraiment avec l'âge ? /FLAMAND Léa/GILLES Christel/TRANNOY Alain.

In : France stratégie - La note d'analyse, spécial 72, 01/11/2018, 12 p.

On admet communément que la rémunération augmente avec l'âge avec un pic de progression en début de carrière, notamment pour les diplômés, suivi d'un ralentissement et d'un plafonnement en fin d'activité. Cette note d'analyse montre que la réalité peut être différente selon de nombreux critères tels que le sexe, le niveau d'études, la génération et le contexte économique.

<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-na72-age-salaire-28novembre.pdf>

Les Salaires dans les fonctions cadres - Édition 2018.

In : Apec - Les études de l'emploi cadre, 2018-37, septembre 2018, 192 p.

Les salaires des cadres en poste sont en légère progression en 2017. Cette augmentation liée à l'amélioration de la conjoncture économique et au dynamisme du marché de l'emploi cadre devrait se poursuivre en 2018.

https://recruteurs.apec.fr/files/live/mounts/media/medias_delia/documents_a_telecharger/etudes_apec/les%20salaires%20dans%20les%20fonctions%20cadres%20edition%202018.pdf

Démographie

Aspects démographiques et économiques du vieillissement

Aider un parent âgé dépendant : configurations d'aide et interactions dans les fratries en France / FONTAINE Roméo/GRAMAIN Agnès/ROQUEBERT Quitterie.

In : *Population*, 2018-2, avril/juin 2018, 26 p.

À partir de l'enquête Handicap-Santé, volet Ménages (Insee-Drees, 2008), sont étudiées les configurations d'aide familiale autour d'un parent âgé et dépendant en France. Une première étape descriptive montre que l'aide apportée par les enfants est affectée par le statut conjugal du parent, la taille de la fratrie et le rang dans la fratrie. L'analyse se concentre ensuite sur les familles de deux enfants et montre que les écarts de mobilisation observés selon le rang découlent de trois sources : les différences de caractéristiques individuelles entre aînés et cadets, l'impact variable de ces caractéristiques sur la décision d'aide, et enfin une différence dans l'ajustement des uns au comportement des autres (interactions endogènes). L'impact des caractéristiques familiales apparaît en effet relativement similaire pour les aînés et les cadets – en particulier la forte assignation au rôle d'aidant des femmes avec un frère –, mais le comportement des cadets fait apparaître en outre un arbitrage entre coûts et utilité de l'aide. Avec une définition de l'aide ciblée sur les tâches de la vie quotidienne, une seule explication majeure des différences demeure : l'asymétrie dans l'ajustement au comportement de l'autre enfant, à caractéristiques individuelles et familiales données.

<https://www.ined.fr/fr/publications/population/population-2018-n2/#tabs-1>

Démographie - Une forte corrélation entre niveau de vie et espérance de vie / FELDER-ZENTZ Lorraine.

In : *Agirc-Arrco - Les cahiers de la retraite complémentaire*, 32, 2^{ème} trimestre 2018, 2 p.

En février 2018, grâce à l'ajout des données sociofiscales dans l'échantillon démographique permanent, la première étude sur l'espérance de vie par niveau de vie a pu être réalisée par l'Insee. Cet article en présente les principaux enseignements.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/une-forte-correlation-entre-niveau-de-vie-et-esperance-de-vie-330/>

Challenges in long-term care in Europe - A study of national policies 2018 (Les défis de la prise en charge de la dépendance en Europe : étude des politiques nationales 2018) / Commission européenne.

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2018, 65 p.

Ce rapport de synthèse réalisé par le Réseau européen de politique sociale (ESPN) décrit les dispositions nationales en matière de soins de longue durée dans 35 pays européens (UE, AELE, pays candidats), en mettant l'accent sur la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées (65 ans et plus). Il analyse les quatre principaux défis communs à tous les pays européens : l'accès aux soins de longue durée et leur adéquation, la qualité aussi bien du soutien à domicile que des établissements d'hébergement, le recours à des aidants informels et la viabilité financière des systèmes à long terme. Le rapport conclut que les 35 pays couverts par l'ESPN sont confrontés et continueront de faire face à d'importants défis et formule une série de recommandations pour les surmonter.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=20033&langId=en>

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?pager.offset=5&advSearchKey=espn+thematic+report&mode=advancedSubmit&catId=22&policyArea=0&policyAreaSub=0&country=0&year=0>

Démographie

Bilan démographique en France

Polynésie française : le ralentissement démographique se confirme, les jeunes continuent à émigrer / BOLDUC Mathieu/TORTERAT Jérémie.

In : *Insee Première*, 1721, novembre 2018, 4 p.

En 2017, 276 000 personnes vivent en Polynésie française. En cinq ans, la population a augmenté de 1 500 personnes par an, un rythme plus faible qu'auparavant. La hausse est la plus forte dans les Îles du Vent. L'excédent des naissances sur les décès est le seul moteur de cette croissance démographique. Il diminue cependant du fait de la baisse de la fécondité. Les départs de Polynésie sont plus importants que les arrivées et un jeune de 18 à 25 ans sur dix quitte le territoire. Les

personnes âgées sont désormais plus nombreuses et l'espérance de vie progresse d'un an entre 2012 et 2017, pour s'établir à 77 ans. Seulement 44% de la population de 15 ans ou plus déclare occuper un emploi dans une économie en grande partie tertiaire. Si l'accès à l'eau et à l'électricité évolue peu, l'accès à Internet progresse, mais les écarts entre les archipels restent très importants.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3651609>

Démographie

Projections démographiques en Europe et dans le monde

L'Europe et le spectre des migrations subsahariennes /HERAN François.

In : Ined - Population et sociétés, 558, septembre 2018, 4 p.

L'Europe doit-elle se préparer à une « ruée » prochaine de migrants subsahariens ? Cette prophétie repose sur un modèle de vases communicants qui méconnaît trois données de base : comparée aux autres régions, l'Afrique subsaharienne émigre peu, en raison même de sa pauvreté ; lorsqu'elle émigre, c'est à 70% dans un autre pays subsaharien ; si l'on intègre les projections démographiques de l'ONU, les migrants subsahariens occuperont une place grandissante dans les sociétés du Nord mais resteront très minoritaires : environ 4% de la population vers 2050 – très loin des 25% annoncés par certains.

<https://www.ined.fr/fr/publications/population-et-societes/europe-spectre--migrations-subsahariennes/>

The 2018 Ageing Report: Economic and Budgetary Projections for the EU Member States (2016-2070) (Rapport 2018 sur le vieillissement : projections économiques et budgétaires pour les États membres de l'UE (2016-2070)) / Commission européenne.

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2018, 383 p.

Ce rapport examine les implications économiques et budgétaires à long terme du vieillissement de la population européenne. Il montre que les coûts budgétaires liés aux retraites, aux soins de santé et aux soins de longue durée devraient augmenter au cours des prochaines décennies. Ainsi, le taux de dépendance des personnes âgées (65 ans et plus par rapport aux 15-64 ans) dans l'UE devrait augmenter de 21,6 points de pourcentage, passant de 29,6% en 2016 à 51,2% en 2070. Le rapport note également que les réformes des retraites ont permis de stabiliser les dépenses publiques de retraite en pourcentage du PIB à long terme, en augmentant l'âge de la retraite et en modifiant les paramètres des systèmes de retraite, y compris l'indexation des pensions. Dans les États membres dotés de régimes de retraite privés complémentaires, la valeur totale des pensions par rapport aux salaires moyens devrait être supérieure de 10,5 points de pourcentage à celle des États membres sans. Enfin, l'âge de la retraite sera dans tous les cas plus élevé à l'avenir.

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/economy-finance/ip079_en.pdf

Généralités

France, portrait social - Édition 2018.

Paris : Insee (Insee - Références), 2018, 272 p.

Cette nouvelle édition présente un éclairage sur les personnes de 65 ans ou plus (perspectives démographiques, emploi des seniors, niveau de vie, santé...). Deux dossiers sont consacrés à l'analyse des effets des réformes sociales et fiscales sur le revenu des ménages et les inégalités. Un ensemble de fiches sur les données économiques et démographiques essentielles, incluant des éléments de comparaison à l'échelle européenne, complète ce panorama.

<https://insee.fr/fr/statistiques/3646226>